

Nouveau rapport du BIT sur la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés

Le Rapport annuel du Bureau international du Travail (BIT) sur la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés appelle à remplacer la logique de sécurité actuelle «par une logique de développement reposant sur une vision à long terme des intérêts en matière d'économie, d'emploi et de sécurité humaine de tous les hommes et femmes de la région».

Communiqué de presse | 3 juin 2011

GENÈVE (Nouvelles du BIT) – Le [Rapport annuel du Bureau international du Travail \(BIT\) sur la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés](#) appelle à remplacer la logique de sécurité actuelle «par une logique de développement reposant sur une vision à long terme des intérêts en matière d'économie, d'emploi et de sécurité humaine de tous les hommes et femmes de la région».

Selon le rapport, malgré des progrès accomplis en matière de circulation des personnes, aucun changement favorable significatif n'est intervenu au cours de l'année écoulée en ce qui concerne la situation de ces travailleurs. Le rapport note qu'un tel changement ne saurait se produire «tant que les restrictions imposées par l'occupation israélienne, ainsi que l'occupation elle-même, resteront en vigueur».

Le rapport souligne que toutes les parties «ont à prendre tôt ou tard une décision sur les prochaines étapes. L'économie palestinienne a atteint des limites qui ne peuvent pas être dépassées sans un accord et des mesures sur les deux principales entraves: l'occupation et la séparation. La mise en place d'un Etat palestinien ne doit pas être étouffé car cela conduirait à la frustration et au mécontentement».

Le rapport annuel est commandé par la Conférence internationale du Travail. Cela fait trente ans maintenant qu'il est soumis à la Conférence.

Le rapport de cette année fait référence aux nombreuses facettes de la séparation: celle qui résulte du bouclage de Gaza, les répercussions de la barrière de séparation, la coupure entre Jérusalem-Est et la Rive occidentale, la multitude de mesures de séparation appliquées sur la Rive occidentale et la rupture avec leur patrie des citoyens syriens du Golan syrien occupé. Le rapport rappelle que les colonies sont la première cause de confiscation des terres arabes, des limitations d'accès et de circulation, de la fragmentation du territoire et de l'épuisement des ressources naturelles.

Dans sa préface au rapport, le Directeur général du BIT Juan Somavia pose la question: «Est-il possible de surmonter les divisions, d'éliminer les obstacles physiques et mentaux et d'exploiter le potentiel des millions d'habitants de la région aux fins du développement? Ou faut-il renoncer à ce potentiel humain, accepter que le conflit tue tout espoir et que les efforts de développement réel se limitent à gérer les premiers secours humanitaires?»

Les conclusions du rapport se fondent sur une mission envoyée plus tôt dans l'année en Israël, dans les territoires arabes occupés et dans la République arabe syrienne afin d'évaluer la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés, y compris la Rive occidentale, la bande de Gaza et le Golan syrien occupé.

Alors que le rapport constate une amélioration de la situation économique dans les territoires arabes occupés, il montre que la croissance n'est pas équitablement répartie en raison du bouclage constant de Gaza, et représente pour une large part un rattrapage à partir d'une base très dégradée.

Le taux de chômage n'a que légèrement reculé et s'établit à 23,7 pour cent en 2010 parce que la croissance économique plus forte n'a pu se traduire par une véritable amélioration des résultats du marché du travail. Le taux de chômage des jeunes est resté notablement élevé avec un taux de 39 pour cent, indique le rapport.

Selon le rapport, du fait du blocus permanent de Gaza, la survie des quatre cinquièmes de la population dépend de l'aide humanitaire et «l'économie des tunnels», informelle, devient le principal moteur de l'activité économique.

Le rapport note un renforcement des restrictions à l'égard des Palestiniens détenteurs d'un permis de résidence à Jérusalem-Est occupée, ainsi que la démolition continue d'habitations et l'annulation de cartes d'identité. Il relève également que le développement agricole de la Vallée du Jourdain subventionné par le gouvernement israélien a été étendu, alors même que l'accès à l'eau et à la terre est restreint pour les Palestiniens et que leurs habitations et d'autres structures sont démolies.

Selon le rapport, il faut exploiter au maximum le potentiel du Fonds palestinien pour l'emploi et la protection sociale afin de contribuer efficacement à la réduction de la pauvreté, la fourniture d'une protection aux chômeurs et pour garantir des alternatives viables pour les travailleurs palestiniens qui dépendent actuellement du travail dans les colonies pour gagner leur vie.

Il réclame aussi un examen du système de rémunération, y compris la question d'un salaire minimum, des mécanismes efficaces pour instruire les plaintes déposées par des travailleurs palestiniens à l'encontre de leurs employeurs israéliens, l'exploitation du potentiel des femmes dans un marché du travail très segmenté, et l'établissement d'accords institutionnels solides pour le dialogue social dans le futur Etat palestinien.

Le rapport note que «des mesures devront accompagner la construction d'un Etat palestinien démocratique doté d'une forte dimension sociale. Le fait que l'Etat ne soit pas encore une réalité universellement reconnue ne signifie pas que ces mesures ne doivent pas être prises en compte dès maintenant, en tant que partie intégrante du processus d'accession au statut d'Etat».

Se réjouissant de l'accroissement des mouvements de population dans la Rive occidentale, le rapport appelle aussi à un assouplissement des restrictions imposées par Israël à Jérusalem-Est et à Gaza. Il souligne plus loin que les négociations de paix ont largement éludé la situation du Golan syrien occupé.

Selon le rapport, la perspective d'un changement dans le monde arabe au sens large vers davantage de démocratie et d'ouverture devrait être un encouragement à œuvrer pour la paix. Plus particulièrement, le rapport demande qu'on écoute s'exprimer les jeunes de la Rive occidentale et de Gaza qui «appellent à l'unité et à la fin de l'occupation».